Entretien avec Esenbek Ouktechbaev, président du nouveau syndicat « Janartou » (Renaissance) et un des dirigeants du Mouvement socialiste du Kazakhstan, une organisation anticapitaliste kazakhe. Esenbek Ouktechbaev, leader de la grève des travailleurs du pétrole, a été obligé de s'exiler à Moscou cet automne, car le régime de Noursaltan Nazarbayev avait lancé des poursuites contre les travailleurs du secteur pétrolier en grève dans la région de Manguistaou, ainsi que contre les syndicats indépendants et les militants de gauche qui collaboraient avec eux. Dans cet entretien, réalisé à Moscou avant les dernières agressions contre les travailleurs, Esenbek Ouktechbaev présente la situation du nouveau mouvement syndical kazakh et la lutte des travailleurs du pétrole. Propos recueillis le 16 novembre 2011 à Moscou par Léonid Tereschenkov

Parlez-nous de vos premiers pas dans le mouvement des travailleurs...

Je travaillais dans une usine de réparation de wagons électriques à Almaty. J'ai commencé en tant qu'ouvrier, puis j'ai bénéficié d'un enseignement technique et suis devenu ingénieur. Durant les cinq ans qui ont précédé la grève, j'ai dirigé le département de la standardisation et ai été Directeur de l'Audit Interne (vérification des rapports financiers - ndr.) J'avais accès à la documentation émanant de toutes les subdivisions de l'usine.

L'entreprise comptait près de 3000 employés et 53 départements. Selon un arrêté officiel du

gouvernement du Kazakhstan, elle entrait dans la catégorie des usines stratégiques et n'était pas privatisable. Elle a cependant été privatisée sans l'accord sans accord préalable de l'ensemble des travailleurs. Nous soupçonnions tous que cette affaire n'était pas nette et que quelqu'un en avait tiré profit. D'autant plus que l'usine se trouvait dans le centre même d'Almaty et que le terrain y coûte très cher - jusqu'à 200 000 dollars les 100m². L'ensemble de l'usine occupait plus de 3km². L'usine n'avait pas le moindre problème, vu que son principal client était l'Etat à travers la compagnie "Kazakhstantemirjoly" (Chemins de fer du Kazakhstan - ndt.) Elle s'occupait de la réparation des wagons de passagers et des locomotives.

Cependant, à partir de 2008, les salaires ont commencé à être versés en retard. Les retards d'un ou deux mois étaient chose courante. Ensuite le nombre d'employés est passé de 3000 à 2200, soit 800 licenciements. Les salaires ont été diminués de 50%, alors que l'on se trouvait dans une période d'inflation et que l'usine ne manquait pas de travail. En juin 2009, les salaires n'étaient plus payés depuis déjà 5 mois. Selon mon analyse en tant qu'auditeur, l'entreprise était menée à la faillite. Il ne lui restait plus que deux ou trois mois à tenir. J'ai décidé de m'y opposer. J'ai commencé à mettre sur pied un comité de grève. Cela s'est fait clandestinement, à partir de mai 2009. Un mécontentement mûrissait, pas seulement parmi les ouvriers, mais aussi au sein de l'encadrement – contremaîtres et chefs d'ateliers. Les ouvriers n'avaient même pas d'argent pour prendre un repas à la cantine de l'usine ou pour rentrer chez eux en transports en commun. Certains marchaient des dizaines de kilomètres et d'autres ne quittaient même pas leur lieu de travail, pour ne pas gaspiller leurs forces. C'est ce qui nous a obligé à former un comité de grève. J'ai commencé à mobiliser les personnes les plus fiables parmi les contremaîtres. Le nombre de participants au comité de grève est peu à peu monté à 50. Les réunions avaient lieu hors du territoire de l'usine, dans le plus grand secret. Nous avons préparé la grève pendant environ un mois et demi. La date prévue pour la lancer était le 22 juin. Nous avons interpellé les journalistes. Pour ne pas dévoiler nos plans avant l'heure, nous avons réuni la presse sous un faux motif et à l'écart de l'usine. Une fois que l'ensemble des travailleurs, équipe de jour comme équipe de nuit, soit plus de 2000 personnes, ont été regroupés dans l'un des ateliers, nous avons fait venir la presse dans de petits autobus et avons commencé la réunion. Nous avions préparé une déclaration adressée au Premier ministre, au ministre de la Sécurité nationale ainsi qu'au Parquet général. Au cours de la réunion la déclaration a été débattue et adoptée. Nous avons également voté une motion de méfiance vis-à-vis du président du comité syndical de l'usine pour sa passivité.

À ce moment l'usine était de facto occupée par les travailleurs. Notre revendication principale n'était même pas le remboursement des salaires non-perçus. L'accent était mis sur la nationalisation de l'usine. D'autant plus que le nom du propriétaire restait inconnu. Le bruit courait selon lequel l'usine était dirigée par un des proches du Président du Kazakhstan au travers d'hommes de paille. Le procès-verbal de la réunion fut signé par l'ensemble des 2200 personnes présentes. À l'initiative du collectif, et sous le contrôle des l'autorité judiciaire, un examen en profondeur de la gestion de l'usine a été mené. La liste des violations mises en lumière représentait 72 pages du rapport rendu par la commission formée à cet effet. En dépit

de tout cela, la direction de l'entreprise a entamé des poursuites judiciaires pour faire reconnaître le caractère illégal de la grève, et il lui fut donné raison. J'ai été désigné comme principal coupable du déclenchement de cette grève illégale. Le 2 septembre, j'ai été renvoyé pour différends motifs.

Nous avons tenté d'organiser une conférence syndicale anticipée et de réélire un comité syndical. Cependant, sous la pression de la Fédération des syndicats du Kazakhstan et du syndicat des cheminots, l'élection d'un nouveau comité a été repoussée. À ce moment, des vagues de protestations spontanées se déclenchaient dans l'usine. Un appel à l'assassinat du directeur de l'usine en tant que principal responsable des événements fut lancé. J'ai réussi à dissuader les travailleurs révoltés et à sauver la vie du directeur. Celui-ci fut contraint de faire une déclaration à la presse selon laquelle l'usine ne fermerait pas et qu'elle continuerait à tourner pendant encore 15 ans.

Cela signifie que, en dépit de la répression et de votre licenciement, la situation s'est améliorée ?

Bien-sûr ! La grève a tout de suite fait comprendre à la direction de l'usine qu'elle ne devait plus dépasser les bornes à ce point. Quoi qu'il soit advenu, nous avons tout de même remporté certaines victoires, bien que nous n'aillions pas réussi à créer un syndicat indépendant, car le syndicat sectoriel des travailleurs du chemin de fer, qui fait partie de la Fédération des syndicats du Kazakhstan, s'y est opposé frontalement. Les pouvoirs locaux et l'autorité judiciaire ont également gêné le processus.

Comment en êtes-vous arrivés au travail syndical dans le secteur de l'extraction du pétrole ?

En 2008, j'ai commencé à participer à différends mouvements sociaux, j'ai notamment été actifs dans des groupements de débiteurs de crédits et d'hypothèques. C'est là que j'ai fait la connaissance de jeunes gens appartenant au mouvement des travailleurs. Nous organisions des rencontres avec différentes organisation syndicales. Je participais aux travaux du Centre de Coopération des Groupements syndicaux. Ensuite, en 2009, nous avons créé un comité pour la formation d'un syndicat indépendant à travers toute la république, car les travailleurs commençaient à comprendre que les syndicats officiels ne remplissent pas leurs fonctions : ils ne défendent pas les intérêts des travailleurs et ne s'occupent que de récolter les cotisations des membres.

J'étais membre du comité mis en place. En novembre 2010, lors du congrès fondateur, le syndicat « Janartou », ce qui signifie « Renaissance », a vu le jour. Le Mouvement socialiste du Kazakhstan faisait partie des initiateurs du projet. Dans son sillage ont trouve non-seulement des syndicats mais également des mouvements sociaux. Certains syndicats officiels régionaux ont également intégré « Janartou ». Au total, le syndicat compte 40 000 membres à travers tout le pays. Malheureusement, sous différents prétextes, le ministère de la Justice refuse de lui fournir son matricule national. Nous avons entamé des poursuites contre le ministère de la Justice, mais les représentants de cette institution ont refusé de se présenter devant la Cour à quatre reprises. Cependant, selon la législation en vigueur, notre travail est légal. Le congrès fondateur a eut lieu et nous sommes sur le point de recevoir notre matricule.

Peut-on affirmer que les travailleurs du secteur pétrolier ont été, au Kazakhstan, ceux qui ont lutté le plus activement lutté pour la défense de leurs droits ? Pourquoi est-ce le cas ?

Oui, on peut dire ça comme ça. Au Kazakhstan, la grève des travailleurs du secteur pétrolier dure depuis 2008, avec des sursauts périodiques. Les entreprises appartenant à ce secteur sont dispersées dans quatre régions : Manguistaou, Atyraou, Aktioubé et Kyzlylorda. À Atyraou, des grèves ont eu lieu dès 2008. Nous avons toujours entretenus des liens avec les grévistes et leur avons apporté une aide juridique. En mars 2010, une grève a eu lieu dans la ville de Janaozen, à Manguistaou. La revendication principale portait sur l'augmentation des salaires. Grâce à cette grève, une augmentation de 30% a été obtenue. Cependant, les autres conditions stipulées par l'accord décroché n'ont pas été respectées, ce qui a débouché sur le conflit d'aujourd'hui. L'employeur, la compagnie « OzenMounaïGaz », et les services secrets se sont également rendus coupables de répression. Par exemple, une affaire de trafic de drogue a été montée contre l'un des leaders du comité de grève, Tagan Kochanov. 5000 travailleurs de l'usine se sont alors remis en grève durant cinq jours pour exiger sa libération. Vu les pertes que cela représentait, les autorités ont été contraintes de relâcher Kochanov. Les travailleurs du secteur pétrolier ont une expérience assez importante de ce genre d'actions.

Quelle est actuellement la situation au sud du Kazakhstan?

Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'industrie de transformation était quasi inexistante au Kazakhstan. Les usines qui n'avaient pas été fermées étaient pratiquement détruites. Les conditions pour la formation de collectifs de travailleurs larges qui pourraient s'auto-organiser et représenter une vraie force n'étaient donc pas réunies. Les spécificités de l'extraction du pétrole

rendent nécessaire la création de grosses compagnies, et donc de collectifs de travailleurs larges.

La grève actuelle, qui dure depuis mai 2011, a été déclenchée par un conflit des plus courants. Les travailleurs exigeaient la révision du mode de paiement et l'introduction d'une prime de risque. Cela se faisait conformément à un arrêté du gouvernement de la République du Kazakhstan. Initialement, un syndicat officiel était présent dans l'entreprise, mais son président avait été acheté par l'employeur et n'entreprenait aucune action. Les travailleurs ont organisé une conférence. L'ensemble du comité a été réélu. Les représentants du nouveau syndicat indépendant ont tenté récupéré le tampon et les documents du précédent, mais l'accès au local du syndicat, situé dans les bâtiments de l'administration, leur a été refusé. Une plainte a été déposée mais les autorités judiciaires, au lieu de s'occuper du problème, ont commencé à user de la répression contre les militants et les juristes du syndicat, notamment contre Natalia Sokolova. Les agressions par des bandes criminelles se faisaient de plus en plus fréquentes, de nombreux activistes du mouvement ont été agressés. On a aussi menacé d'en venir aux armes et on a bouté le feu aux maisons de certains militants. À la demande de l'adjoint du directeur de la compagnie « Karajanbasmounaï », la juriste Natalia Sokolova a été arrêtée. Elle été mise en détention provisoire pour huit jours, puis pour deux mois. Au final, elle reçu une peine de six ans d'emprisonnement pour avoir déclenché une protestation sociale, selon l'article 164 du code pénal. Elle a également été incriminée pour organisation d'un rassemblement illégal, ce qui, en soit, est absurde! Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent décider du moment où ils se rassemblent. Natalia Sokolova est actuellement en prison. Une procédure d'appel a été lancée mais notre système judiciaire est totalement dépendant du pouvoir exécutif, il est donc peu probable que le verdict change.

Un autre leader syndical, Akjanat Aminov a également été placé sous mandat d'arrêt pour organisation d'un rassemblement illégal. Il souffre de diabète et est dépendant à l'insuline. Durant ses quatre mois d'enfermement, il n'a pas été permis de lui transmettre son insuline. C'est presque de la torture... en fait c'est de la torture. Étant donné son état de santé, le tribunal a autorisé sa libération conditionnelle avec un sursis de deux ans, mais il a été privé du droit à son activité syndicale. Des centaines d'activistes du syndicat ont été soumis à des sanctions administratives. Le 2 août dernier, le leader syndical Jaksylyk Tourbaev a été assassiné sur son lieu de travail. Le lendemain devait se tenir une réunion syndicale où il avait de grandes chances d'être élu président du comité. Il faut préciser que l'entreprise est munie d'un poste de garde armé et que l'entrée est catégoriquement interdite à des personnes extérieures. Ensuite, le 18 août, Jansole Karabaleva, la fille d'un des leaders syndicaux âgée de 18 ans, a été enlevée et assassinée. Les agressions à l'arme à feu ou au gaz sont de plus en plus courantes, tout comme les passages à tabac. L'activiste Esteï Karachev ainsi que les journalistes du portail vidéo indépendant « Stan » Asan Amilov et Orken Bisenov ont également été agressés. Aucune de ces affaires n'a été prise en considération par la justice.

Le nombre de grévistes présent sur le piquet a pu atteindre 18 000. À Janaozen la grève est maintenue 24 heures sur 24. Des meetings sont organisés tous les jours. Les grévistes se rendent régulièrement sur la place centrale de la ville comme ils se rendent au travail, c'est-à-dire, en fonction de leur horaire, certains de jour, d'autres de nuit. Une partie des travailleurs est cependant obligée de travailler, car dans cette région presque toutes les familles sont tenues par un crédit à la consommation. Mais la plupart d'entre eux trouve du temps après le travail pour venir soutenir les grévistes sur la place. De plus, beaucoup versent une petite part de leur salaire à la caisse de grève.

Dans les régions pétrolières du Kazakhstan, le taux de chômage est élevé, ce qui est significatif. Trouver un emploi dans un autre secteur que celui de l'extraction est très difficile. C'est pourquoi les jeunes sans emplois se sentent très solidaires des grévistes. Dans toute grande famille kazakh on trouve un ou deux employés du secteur pétrolier et quelques chômeurs. Une union des chômeurs a été crée. Elle compte déjà un millier de membres et elle soutient la grève.

L'administration a tenté de mettre un terme à la grève grâce à l'aide de strikebreakers. Mais cette action de la direction de l'entreprise a échoué de manière assez cocasse. Les vêtements de sécurité ne sont pas fournis aux travailleurs du secteur pétrolier. Ceux-ci sont en fait obligés de les acheter de leur plein gré, c'est pourquoi ils les portent très longtemps. Les strikebreakers, eux, avaient reçu de nouvelles tenues et ont ainsi été immédiatement démasqués. C'est donc leur méconnaissance de la vraie vie des ouvriers qui a joué contre eux. Les membres du syndicat on souvent reconnu des policiers parmi les strikebreakers attrapés. Il faut dire que la solidarité vis-à-vis du mouvement est grande, la direction et les pouvoirs locaux ne pourraient pas employer des ouvriers de l'usine pour faire ce boulot.

Cette grève lancée sur base de revendications économiques est en train de devenir très politique. À l'heure actuelle les principales revendications sont la libération de la juriste Natalia Sokolova ainsi que l'arrêt de la répression et des provocations. On revendique également le retour de tous les employés qui ont été licenciés, l'obtention de la liberté syndicale et de la liberté de réunion. Ce sont-là les conditions sous lesquelles les grévistes s'assiéront à la table des négociations.

Quelles sont, selon vous, les perspective de lutte syndicale au Kazakhstan dans l'ensemble, et dans le secteur de l'extraction du pétrole plus particulièrement ?

Les employés du secteur pétrolier sont près à lutter sérieusement et ils ne renonceront pas à leurs revendications. Même si on parvient à l'étouffer maintenant, la grève ré-explosera dans quelques temps. L'expansion chinoise galopante est devenue un facteur d'irritation, et non des moindres. La compagnie « Karajambasmounaï » appartient à 50% au chinois « Citic » ; et « Aktobemounaïgaz » appartient à 94% au chinois « CNPC ». Dans les compagnies actives dans l'exploitation des richesses des montagnes, la situation n'est pas meilleure, surtout pour les mineurs. Dans les mines des compagnies « Arcelor-Mittal » et « Kazakhmys », qui se situent respectivement à Temistaou et Djezkazgane, on observe une situation de pré-grève.

En ce qui concerne les employés du secteur public, ils ne sont pas près à entrer en grève pour le moment. Ils sont trop isolés par leurs conditions de travail et leur point de vue. C'est pourquoi ils font en permanence l'objet de manipulations de la part des autorités. Par exemple, dans certaines institutions, il n'est pas rare que des employés soient obligés, dans le cadre des élections, de voter pour le candidat qu'on leur a indiqué. Les autorités ont également tenté d'atteindre les travailleurs du pétrole au travers de leurs proches employés dans la fonction publique. Ainsi, le principal espoir de lutte et de solidarité entre les travailleurs repose actuellement sur les industries minière et pétrolière du Kazakhstan.

Parlez-nous brièvement de vos vues politiques. Quelle serait, selon-vous, l'éventuelle alternative sociale et politique pour le Kazakhstan et la CEI, plus largement ?

Je suis un socialiste convaincu. Vingt ans d'indépendance du Kazakhstan nous ont permis de vérifier s'il valait la peine ou non de renoncer à ce que nous avions arraché lors de la Révolution d'octobre, au profit d'un capitalisme d'abondance illusoire. Au XXème siècle, l'Union soviétique représentait le seul défi au capitalisme mondial et un important facteur d'humanisation des relations capitalistes dans le monde. Suite à son effondrement en 1991, on a assisté non seulement aux privatisations et à l'instauration d'un capitalisme sauvage dans les pays de la CEI, mais également à une transformation de l'État social à en Occident. L'économie a été abandonnée à la spontanéité des marchés, et la crise actuelle n'est autre que le prix d'une telle politique. En vingt ans, nous avons tous eu l'occasion de se convaincre que les principes du socialisme se situent bien plus haut que ceux du capitalisme, et que le capitalisme est une voie sans issue.

Bien-sûr, les principes du socialisme n'étaient pas pleinement réalisés en Union soviétique. Des erreurs ont étés commises, mais il y a aussi eut des avancées : soins médicaux gratuits, tout comme l'enseignement moyen et supérieur et de nombreux avantages sociaux. Tout cela s'est perdu au cours du processus de transition vers le capitalisme. Nous en sommes arrivés à une situation d'écart extrême entre les pauvres et les riches au sein de la société. Naturellement, les

riches ne représentent qu'une part infime, et tous les autres se sont appauvris. Je considère cette situation intenable. Elle n'est bénéfique qu'aux personnes qui tiennent actuellement les rennes. Ils se servent de leur position dans les sphères du pouvoir pour faire fusionner autorité et propriété privée. Avant la propriété revenait au peuple. Ils ont fait de l'État lui-même leur propre propriété. Ils ont pris l'habitude des profits immenses qu'ils en tirent et ne renonceront jamais à leur politique. Chez nous, le Mouvement socialiste du Kazakhstan a élaboré ce slogan : « Changez de politique ou c'est nous qui changerons de représentants! » Nous considérons que le pouvoir, au Kazakhstan mais pas seulement, revient aux travailleurs.

Publié par Inprecor *(ww.inprecor.fr)*